

En initiant l'examen de la question espagnole à l'O.N.U., Le délégué des Etats - Unis propose d'inviter Franco à abandonner le pouvoir

NOTRE VOIX
L'Espagne et le Mexique

ORSQUE ce numéro de « La Nouvelle Espagne » paraîtra à la lumière, la solennelle transmission de pouvoirs du Président sortant, le Général de Division Mr. Manuel Avila Camacho au nouveau Président, le Licencié Mr. Miguel Aleman, se sera déjà produite, à Mexico. Tout ce qui concerne la vie politique du Mexique a une grande importance pour nous autres, républicains espagnols. Car l'Espagne n'oubliera jamais quelle a été la merveilleuse attitude du peuple et du Gouvernement mexicain devant notre tragédie.

A peine notre guerre civile venait-elle de commencer que, déjà, celui qui détenait alors la Présidence, le Général Lazaro Cardenas, fit un envoi

« L'Espagne ne peut renverser le tyran si on ne l'y aide pas, »

déclare Mr Jouhaux au nom de la France

NEW-YORK. — Le débat sur le problème espagnol a été ouvert lundi dernier devant la Commission des Affaires Politiques de l'ONU.

Intervention du délégué de la Pologne M. Lange

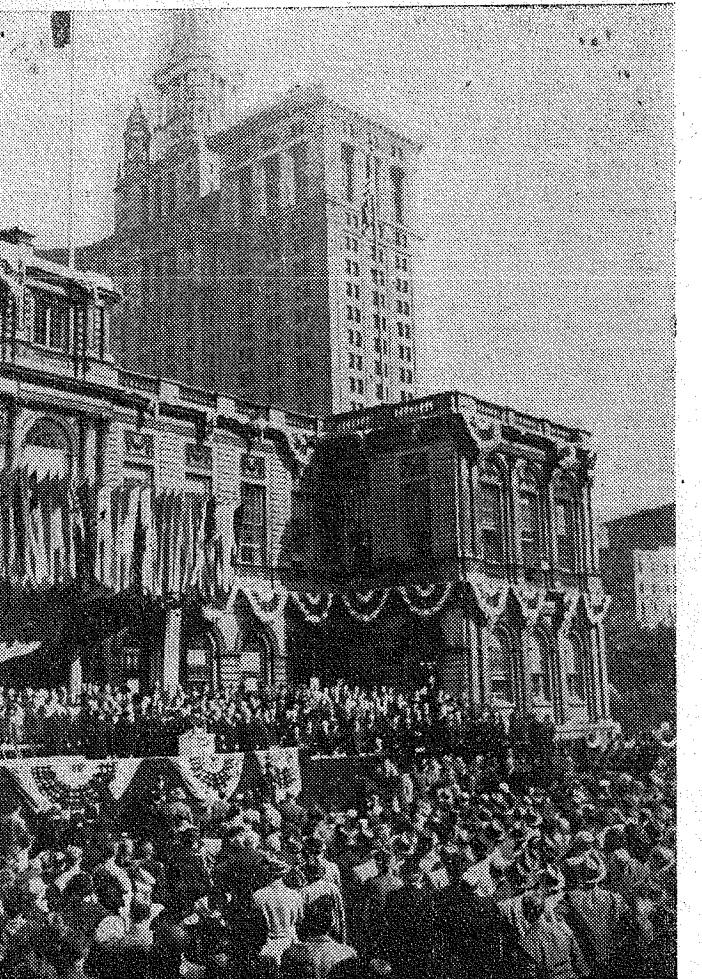
Le docteur Lange, délégué de la Pologne, prend la parole. Il fait un historique des discussions et des résolutions qui ont été prises par le Conseil de Sécurité dans le courant de cette année. Puis il déclare : « Il est temps que l'on mette un terme aux activités du gouvernement actuel de l'Espagne, qui sont comme une offense à la dignité même de l'ONU.

M. Lange accuse le gouvernement de Madrid d'être le seul survivant actuel des puissances fascistes « alors que toutes les autres puissances qui avaient fait partie de l'Axe ont actuellement des gouvernements responsables capables d'appliquer des principes démocratiques et qu'en Allemagne même le jour

Après ces interventions, la Commission des Affaires Politiques a pris, par 28 voix contre 8, le très important accord de nommer une sous-commission chargée d'étudier la question espagnole et de présenter une proposition de résolution devant l'Assemblée Générale. La dite sous-commission a été formée par les déléga-

Une sous-commission soumettra une proposition à l'Assemblée plénier de l'O.N.U. afin de résoudre la question espagnole

El Sr. Giral celebró una larga entrevista con el Embajador británico en los



Inauguración de la Asamblea general de la O.N.U. que tuvo lugar en Nueva York.

Expectación y confianza ante el debate sobre el problema español en la Asamblea general de la O.N.U.

El Sr. Giral celebró una larga entrevista con el Embajador británico en los

FRANCO a dit:
En portant sur la poitrine des décorations allemandes, je me sens fier d'avoir eu sous mes ordres, lors des premières batailles de cette lutte, la Légion Condor, porte-parole des victoires allemandes d'aujourd'hui.

(Discours du 7-9-1940)

VIAJE del Sr. Sánchez Guerra A HOLANDA

Invitado por la Sociedad « Vrij panje » (Libre España) estuvo la semana pasada en Holanda el Ministro sin cartera Sr. Sánchez-Guerra, que recorrió casi toda la totalidad del territorio de los Países Bajos, dando una serie de conferencias en Amsterdam, Rotterdam, Hilversum, La Haya y Utrecht. El Sr. Sánchez-Guerra disertó, ante un público muy numeroso y selecto, sobre temas tan interesantes y sugestivos como « El catolicismo y la libertad », « El sentimiento religioso de los pueblos », « La República y la Iglesia » y « Nuestra Constitución y los católicos », poniendo de relieve el respeto que siempre observó la República española hacia la Religión católica amparada por los artículos 27, 34, 39 y 48 de la Constitución de 1931.

El Sr. Sánchez-Guerra celebró también dos conferencias de prensa en Amsterdam y en Rotterdam y fué invitado a dirigir un saludo por radio al pueblo holandés por medio de la importante emisora instalada en Hilversum. Durante su estancia en La Haya, el ministro presenció una sesión de Cortes en el Parlamento y tuvo un largo cambio de impresiones con el profesor Romme, diputado a Cortes y Jefe de la minoría católica y con los diputados católicos y socialistas Sres. Rochvink, Van der Goes y Ruygers.

Asimismo tuvo también ocasión de hablar con el famoso escritor católico Sr. Van Dunckeren, una de las personalidades de mayor relieve en Holanda ; por él fué invitado a almorcazar, y con los profesores y catedráticos Sres. Romein, Tielrooy, Stuiveling, Brands y otros muchos que, a pesar de su significación moderada y conservadora, se interesaron grandemente por la cuestión española, celebrando escuchar de labios del Sr. Sanchez-Guerra unas explicaciones que situaban ésta en sus verdaderos términos.

Hemos tenido ocasión de ha-

ACTUALITÉ MONDIALE

La propagande ne peut s'opposer à la vérité

TANDIS que les délégués de l'ONU livrent la bataille de la conscience contre le conventionalisme, du dénouement de laquelle dépend que l'on fasse ou non justice au peuple espagnol, le gouvernement fasciste du général Franco a organisé une scandaleuse campagne de propagande, achetant des journaux et subordonnant des journalistes, afin de tromper une fois de plus l'opinion démocratique américaine. Il serait préférable que ceux qui prêtent l'oreille aux calomnies lancées par l'ennemi et diffusées par la mauvaise humeur, concernant l'administration du maigre patrimoine économique du gouvernement républicain, accordent une plus

déjà, celui qui détenait alors la Présidence, le Général Lazaro Cardenas, fit un envoi d'armes qui fut peut-être le premier qui permit au peuple espagnol de s'opposer à la brutale agression dont il venait d'être l'objet. Une fois la guerre terminée, au moment triste où s'initiait l'émigration, le Général Lazaro Cardenas donna l'ordre à ses Ambassadeurs pour que l'on accordât des visas et des passages à tous les Espagnols qui voudraient aller refaire leur vie là où l'on appela à une époque la Nouvelle-Espagne.

L'accueil dispensé aux émigrés espagnols au Mexique restera toujours comme un exemple de la plus étroite fraternité internationale. Un statut spécial portant sur le droit au travail et sur tous les avantages dont jouissent les citoyens mexicains, fut accordé aux Espagnols qui arrivaient, meurtris et épisés dans ce pays. Près de 25.000 Espagnols ont pu cicatriser leurs blessures, refaire leurs foyers et s'incliner à la vie du Mexique. Pendant ce temps, l'Ambassade du Mexique en France protégeait les républicains espagnols poursuivis avec acharnement par Franco, qui les menaçait d'extradition.

Lorsque le Général Avila Camacho succéda dans la plus haute magistrature au Président Cardenas, il semblait impossible que les inestimables services rendus par le Mexique à la cause espagnole fussent dépassés ; cependant il en fut ainsi. Tout le long du mandat du Général Avila Camacho, il n'y a pas eu une seule suggestion des Espagnols qui n'ait pas été réalisée. Ce fut le Général Avila Camacho qui, avec une phrase heureuse et une expression exacte, qualifia le soulèvement de Franco de « coup d'Etat international ». Le Mexique fut, sous sa présidence, le premier pays à reconnaître pleinement le Gouvernement de la République Espagnole lors de sa formation et à établir avec lui des relations diplomatiques. Le Mexique présida également, suivant les instructions de son Président, et par l'intermédiaire de son Secrétaire des Affaires Etrangères, Dr. Castillo Najera, les débats sur la question espagnole

(Suite à la page 3)

lement des gouvernements responsables capables d'appliquer des principes démocratiques et qu'en Allemagne même le jour

Les Etats-Unis invitent à Franco à abandonner le pouvoir

M. Connally, au nom des Etats-Unis, a déposé une résolution invitant le général Franco à démissionner.

« Les populations des Nations Unies ont condamné plusieurs fois le régime franquiste, déclare cette motion, et ont décidé qu'aussi longtemps que ce régime subsisterait l'Espagne ne pourrait être admise au sein de l'ONU. Les populations des Nations Unies réaffirment leur sympathie durable pour le peuple espagnol et lui assurent qu'un accueil cordial lui sera réservé lorsque les circonstances lui permettront d'être admis à l'ONU. »

En conséquence, l'assemblée générale, persuadée que le gouvernement fasciste du général Franco — qui a été imposé par la force au peuple espagnol avec l'aide des puissances de l'Axe — ne représente pas la nation espagnole, et, en maintenant son emprise sur l'Espagne, rend impossible la

participation de celle-ci à l'ONU — recommande que le gouvernement du général Franco soit exclu de toutes les organisations internationales constituées sous l'égide des Nations Unies, et écarte de la participation à toute conférence ou autre manifestation qui pourraient être organisées par l'ONU ou par ses organismes jusqu'à ce qu'un gouvernement nouveau et acceptable ait été formé en Espagne.

La proposition de résolution sera soumise à l'Assemblée Générale dans un bref délai.

« Tout le prestige des Nations Unies s'est engagé dans la résolution juste de la question espagnole. »

proposition de résolution devant l'Assemblée Générale. La dite sous-commission a été formée par les délégations des pays suivants : Angleterre, Etats-Unis, U.R.S.S., France, Chine, Belgique, Biélorussie, Chili, Colombie, Cuba, Guatemala, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Panama, Pologne, Vénézuela et Yougoslavie.

La proposition de résolution sera soumise à l'Assemblée Générale dans un bref délai.

Los obreros del pueblo de La Habana se niegan a descargar el vapor Marqués de Comillas

La Habana. — Durante veinticuatro horas estuvieron en huelga los obreros del puerto de La Habana para protestar contra Franco con motivo de la llegada del vapor español « Marqués de Comillas », procedente de España vía Nueva York y atracado en el espigón de San Francisco.

El Sr. Giral celebró una larga entrevista con el Embajador británico en los Estados Unidos

En el curso de sus conversaciones con las diferentes delegaciones acreditadas en la ONU, el Jefe del Gobierno, señor Giral, celebró asimismo una larga entrevista con el representante inglés, Embajador de la Gran Bretaña en los Estados Unidos, Lord Inverchapel.

Durante una hora conversaron Lord Inverchapel y el Doctor Giral.

La entrevista se celebró en las habitaciones privadas del Embajador, en el Hotel Waldorf Astoria, de Nueva York.

Al salir de esta larga entrevista, el Dr. Giral se limitó a declarar que había sido muy cordial, y añadió : Lord Inverchapel ha demostrado tener un conocimiento íntimo del problema español y hemos cambiado impresiones sobre los últimos acontecimientos desarrollados en las Naciones Unidas, en torno a España. »

Méjico tributa a los dos presidentes un recibimiento apoteósico

MEJICO. — El Presidente de la República, señor Martínez Barrio, y el Jefe del Gobierno, señor Giral, que habían salido de Nueva York después de efectuar interesantes gestiones relacionadas con la próxima dis-

(Pasa a tercera página).

del Sr. Sanchez-Guerra unas explicaciones que situaban ésta en sus verdaderos términos.

Hemos tenido ocasión de hablar unos minutos con el señor Sánchez-Guerra a su regreso de Holanda y éste se muestra encantado de su viaje.

— Creo — nos ha dicho — que ha realizado en los Países Bajos una buena labor de propaganda para la República española y considero estos viajes a los países que no son amigos nuestros muy convenientes y altamente provechosos para nuestra causa. He tenido la inmensa satisfacción de poder desvanecer muchos errores y he sido objeto de distinciones, que agradezco profundamente. El Burgomaestre de Amsterdam, o sea el alcalde de la ciudad, puso a mi disposición su canoa oficial para que pudiese recorrer los canales de la hermosa población holandesa y el Conservador del Museo Nacional hizo que se me mostrara el famoso cuadro de Rembrandt « La ronda de noche » que, después de una cuidadosa restauración, todavía no ha empezado a exhibirse al público. La Sociedad « Vrij Spanje » cuenta ya con más de diez mil afiliados holandeses, pertenecientes todos ellos a diferentes partidos y organizaciones, y realiza una labor en favor nuestro que los republicanos españoles tememos la obligación de agradecer cordialmente.

** El sábado último fueron recibidos en la Presidencia del Gobierno por el Sr. Barcia y por los Ministros Sres. Saravia, Torres Campañá, Leiva y Sánchez-Guerra, varios miembros del Comité directivo de la organización holandesa « Vrij Spanje », que han venido a París para asistir a un Congreso de Antiguos Combatientes. Los holandeses fueron saludados por el Sr. Barcia con unas elocuentes palabras en las que expresó la gratitud del Gobierno por la labor que vienen desarrollando en favor de la República Española, y a este discurso contestó la Presidenta de « Vrij Spanje », Madame Alma Heynen, manifestando que está dispuesta a continuar luchando espiritualmente en pro de la causa republicana como único régimen legítimo en España.

El acto, que resultó muy simpático y cordial, puso a su vez más de relieve el interés que desperta el problema español, incluso en países que ideológicamente no son considerados como amigos nuestros.

Campaña contra el terror

Durante 15 días, del 16 al 30 de Noviembre, una gran campaña contra el terror franquista ha tenido lugar en Brasil, organizada por la ABAPE, habiéndose celebrado infinidad de actos.

tion du maigre patrimoine économique du gouvernement républicain, accordent une plus grande attention à la sacarade des millions que le « Caudillo » gaspille en parures et ostentations de sa majesté ou en propagande de son régime. Car le maintien de sa garde manresque coûte davantage à l'Espagne EN UN JOUR que les administrations républicaines en exil ont dépensé EN UN AN pour remplir, avec sobriété et misère matérielle, les besoins de l'émigration et les devoirs de la cause. Voici un parallèle qui est évité par la diffamation systématique et intensive.

La campagne déchaînée par le « Caudillo » en Amérique a été telle que William L. Shirer s'est vu obligé de la dénoncer, mettant en relief le fait que si le franquisme et ses acolytes peuvent aujourd'hui acheter la place réservée aux annonces sur la presse américaine il se pourrait que Moscou profite de main de l'enseignement et du précédent. Que répondrait alors l'opinion démocratique mondiale, si inclinée à tolérer les excès totalitaires lorsqu'ils viennent de la droite ?

D'après Mr. Shirer, la propagande franquiste emploie de préférence les arguments suivants :

1.) Il est absolument faux que le gouvernement actuel ait été imposé au peuple espagnol par Hitler et Mussolini.

2.) Il est absolument faux que l'Espagne se soit mise aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie au cours de la guerre.

3.) Il est absolument faux que l'actuel gouvernement constitue un danger pour la paix du monde.

Heureusement, les gens sont aujourd'hui bien mieux renseignés que pendant les années 1936-1939, où un complot des intérêts et de la peur désorienta l'opinion publique sur le véritable sens de la guerre d'Espagne. Maintenant, « n'importe quelle personne raisonnable qui soit légèrement au courant de la guerre d'Espagne, sait bien que Franco n'aurait jamais été capable de vaincre, sans l'aide de Hitler et de Mussolini, l'Espagne républicaine, à laquelle il avait été prêté serment de fidélité » commente Mr. Shirer. Telle est également l'avis officiel du gouvernement américain, car celui-ci envoie, en union des gouvernements anglais et français, la note tripartie du 4 mars 1946, où l'on reconnaissait que « le nazisme allemand et le fascisme italien aidèrent le régime actuel à occuper le pouvoir » et que ce dernier est constitué sur les anciens modèles allemands et italiens. Personne n'a, donc, le droit d'ignorer maintenant une vérité qui a enfin été officiellement reconnue par les grandes puissances occidentales.

(Suite à la 3^e page).

L'action des Comités France-Espagne

C'est à Toulouse et dans les villes du Midi que les Comités France-Espagne sont nés et ont commencé leur activité en vue d'établir publiquement des liens entre la France nouvellement libérée et les républicains espagnols encore opprimés ou exilés. A mesure que le temps s'écoule, cette sympathie se fait plus nécessaire. Le problème espagnol prend, non seulement pour les Espagnols, mais pour la nation française, un caractère de plus en plus aigu. Le monde est délivré de Hitler — et au prix de quels apocalyptiques travaux ! — mais une plaie reste béante à son flanc : l'Espagne. Il y a l'Espagne. Là, l'ordre n'est pas revenu, la vérité n'est pas restituée, la liberté est toujours injuriée, le nazisme règne. Et l'amitié de la France pour le peuple qui lui est géographiquement voisin et sentimentalement proche ne s'exprime et ne peut s'exprimer que sous la forme d'une revendication.

Il n'sagit pas encore, pour nous, d'aimer l'Espagne : il s'agit de réclamer pour elle et, réclamant pour elle, de réclamer pour nous. L'Espagne nous est une absence, une vacance, une injustice, un besoin, un appel, car elle n'existe pas. Qui pis est : à sa place il y a un danger et la menace de l'éternel ennemi, celui qui a été vaincu à notre frontière de l'Est et sur toute l'étendue de notre sol et qui est là, toujours, à nos pieds, de l'autre côté des Pyrénées, de ces Pyrénées dont nous étions si heureux de pouvoir dire, jadis : « Il n'y a plus de Pyrénées. »

Notre amitié pour l'Espagne, le peuple espagnol, la culture espagnole, l'âme espagnole doit donc être

revendicatrice. Ce doit être une action. Nous voulons l'Espagne libre : notre amitié se manifeste par une volonté, et une volonté aussi forte que celle qui a abouti à la libération de notre propre pays.

Chaque fois qu'une de nos manifestations publiques exalte le génie de l'Espagne, ses danses, ses chants, sa poésie, ses illustres souvenirs, il faut que nous disions que nous n'agissons pas là seulement dans un but de rapprochement intellectuel, pour répandre le plaisir de savourer une beauté originale et digne d'admiration. Mais il nous faut rapporter cette beauté à sa source, c'est-à-dire à une Espagne meurtrie, captive, qui n'a plus sa place au soleil et qui appelle au secours. Cela est bien de faire connaître la musique espagnole. Mais pensez à tout ce que cette musique évoque dans le cœur des exilés et à toutes les larmes qu'elle arrache à leurs yeux. Et pensez à Federico García Lorca, le rossignol andalou dans la gorge duquel les balles franquistes ont brisé cette musique.

Ainsi n'est-il plus rien d'espagnol qui ne pleure et ne crie pour nous. Prononcer le mot Espagne, c'est demander justice pour l'Espagne : c'est l'œuvre la plus urgente et la plus nécessaire que nous puissions en ce moment poursuivre pour nous-mêmes. Oui, pour nous-mêmes, pour la France qui n'aura pleinement recouvré sa liberté, qui ne pourra clairement voir l'avenir que le jour où se dressera à ses côtés une Espagne nouvelle, c'est-à-dire la vieille Espagne, l'Espagne éternelle, notre amie.

Jean CASSOU.



Poesia y Verdad

BRINDIS PROMISCOU

*La sociedad no es lo suficientemente injusta y arbitraria
Misera y opulenta, jerárquica, desquiciada y contraria
A todos esos lemas feos, tristes
De libertad, igualdad y fraternidad
que funden el púrpura y el negro en los betunes grises de la mediocridad.*

*Sí.
Debe haber grilletes y camisas de fuerza
Muchedumbres sienas y carmín de nobleza que ejerza
Señoril gobierno prepotente
Bajo el absolutismo de
Un rey
Lascivo, despótico, clerófilo y demente*

*Sí.
La tradición tiene un realce
Un prestigio de arte
Que en la vida pluriforme moderna no aparece por ninguna parte
¿Quién ha dicho que haya de someterse todo al colectivo beneficio?
Los eticistas? Sus etilancias son más disolutas que sus vicios.*

*Música es la tristeza
Literatura el odio
La Pintura es carnal
Y el tédio
Es igual a lo igual
A lo general, a lo normal, a lo legal.*

*Sí el juez no es venal
Ni cruel
Carece de sentido el juez
¿Cómo
Servir y adular
A un marqués sin altivez?*

*Que sufra
Y gima el vencido, el oprimido, el caído
Para eso ha nacido
Que goce y sueñe y triunfe
El favorecido, el elegido
Para eso ha nacido*

No importan los "derechos del hombre" ni la ley equitativa.

*La cuestión
Es
Que Herrera edifique y que Góngora escriba.*

*La cuestión
Es
Que la melancolía y la superchería
Aguacen los estímulos del malestar
Y que existan siempre motivos serios para protestar
Y para sollozar*

*Porque
Veamos:
La
Gravitación universal; es elegante?
No creo.*



LOS « COMITES FRANCE-ESPAGNE »

Una obra fecunda de cooperación y fraternidad

Aniversario

GOBIERNO DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

El Presidente

Méjico, D. F., a 23 octubre de 1.945

Sr. Don Jean CASSOU
Presidente de los Comités
"FRANCE-ESPAGNE"
Chambre de Commerce
TOULOUSE - (Francia)

Distinguido amigo:

Me refiero a su atenta carta fechada el 1º del corriente, escrita en nombre de los Comités FRANCE-ESPAGNE.

Puede Vd. imaginar hasta qué punto estimamos la ingente labor que representa la constitución de esos comités y su trabajo interior.

Debo confesarle, que aun cuando no ignoraba el volumen e importancia de esos organismos, la nota estadística que figura en la posdata me ha impresionado vivamente, produciéndome gran satisfacción.

La considero doblemente valiosa, pues creo que se aproximan los tiempos en que todas las colaboraciones serán esenciales para la obra tremenda que tenemos por delante.

Te saluda afectuosamente,

José Giral, signé

Carta dirigida por el Jefe del Gobierno español, don José Giral, a monsieur Jean Cassou, Presidente del Comité Francia-España, con motivo de la constitución de esta entidad.

ACTIVIDAD Y DESARROLLO DEL MOVIMIENTO « FRANCE-ESPAGNE »

En menos de tres meses fueron creados 150 Comités en toda Francia. Inmediatamente se llevaron a cabo multitud de actos de gran eficacia política y otros de ofrenda y recuerdo a gloriosas figuras de la intelectualidad española víctimas del franquismo. Los nombres de Antonio Machado y Federico García Lorca fueron objeto de especial homenaje, durante febrero y marzo de 1945, en las ciudades de Perpiñán, Collioure, Montpellier y Toulouse.

En la memoria de todos se hallan las campañas emprendidas para salvar la vida de numerosos republicanos condenados a muerte por los Tribunales militares de Franco (Vitini, Alvarez, Zapirain, entre otros muchos) y las que se intensificaron con ocasión de las grandes Conferencias internacionales de San Francisco, New York, Londres y París.

La semana antifranquista de Burdeos — 4 al 10 de junio de 1945 — es otro ejemplo de la iniciativa y los afanes de la entidad. Cuando el 16 de junio de 1945 se reunió en París la primera Conferencia Nacional del movimiento se hallaba en pleno apogeo.

Jean Cassou, cuyo alto y merecido prestigio no es necesario subrayar, siempre amigo de España a la que ha dedicado la mayor parte de su espléndida obra literaria y política, fué confirmado en aquella Asamblea como presidente del « Comité France-Espagne ». Desde entonces su vigilante dirección en este organismo aumenta cada día el catálogo de los aciertos en la común y justicia empresa. Uno de los actos más

destacados de ésta fué la gran reunión, inolvidable por muchos conceptos, celebrada en el Velódromo de Invierno, donde las más altas personalidades de la Federación Sindical Mundial manifestaron públicamente su adhesión a la República Española. En fin, bien puede decirse que no ha transcurrido semana, desde la fundación del C.F.-E., sin que éste haya contribuido de alguna manera y siempre en alto grado, a la ayuda material y moral de los españoles en su lucha contra el fascismo y a favorecer y desarrollar las relaciones culturales entre los dos países.

PRESENTE Y PORVENIR

En la actualidad las tareas se desenvuelven con gran amplitud. Las autoridades francesas prestan a ellas su constante apoyo. Comisarios de la República, Prefectos, Alcaldes, etcétera, cuantos ostentan una representación jerárquica en la vida oficial francesa colaboran con la mejor voluntad, facilitando las gestiones que realiza el Comité.

Merecen una mención particular los diputados que, en gran número, contribuyen a las actividades de éste, bien en los Departamentos, bien en el Grupo Parlamentario creado bajo el patronato « France-Espagne » en las primera y segunda Constituyentes y que, subsiste en la actual Asamblea Nacional, salida del voto de 10 de noviembre.

Tal es a grandes rasgos la obra ejecutada por esa benemérita sociedad en pro de una compenetración espiritual y material cada vez más estrecha entre los pueblos franceses y españoles. Los republicanos españoles tienen motivos para sentirse muy satisfechos y conmemorar de todo corazón este segundo aniversario del C.F.-E. No olvidan lo mucho que le debe su causa en el pasado y saben todo lo que pueden esperar de él en el porvenir.

Une réunion consultative organisée
par France-Espagne pour coordonner
l'aide à l'Espagne républicaine

Aviso importante

El Ministerio de Gobernación previene a todos los Partidos y Organizaciones lo siguiente :

1. — Que es presumible se halle en Francia un individuo llamado FRANCISCO PARRA

¿Los de dentro o los de fuera?

Hablar es un placer de los más vivos que se ha proporcionado la inteligencia.
« La Invención del Quijote ». — Azaña.

ESE placer de hablar, que es — según Azaña — de los más vivos que se ha proporcionado la inteligencia, lo vivimos gozando los españoles, desde antes de llamarlos españoles, si es verdad que Tertuliano, con su nombre, dio el suyo « tertulia » a las reuniones, en casas, cafés o casinos, donde ese puro placer de « hablar por hablar » se cultivaba a diario, y que no siempre, aunque aparentemente así lo parecía, es labor vana sino provechosa.

A esa labor grata, para mí al menos, lo confieso, voy a dedicarme en este artículo; quiero hacerlo constar en su comienzo, como disculpa a cualquier expresión poco feliz, que pudiera irseme de los puntos de la pluma en este « hablar por hablar », lleviendo, sin querer, susceptibilidades excesivamente despiertas por las circunstancias que nos rodean.

Esas mismas circunstancias hacen poco fácil hablar o escribir ahora de nada que divierta, en el sentido estricto de la palabra. Al contrario, en lugar de distraerme y distractores de lo actual ello va a ser el tema de estas divagaciones. De todos modos, pienso que puede, el diálogo, entretenernos — otra acepción del verbo — endulizando algo el amargor de los sucesos españoles del día, bien poco amables.

Tema de actualidad permanente desde hace tiempo es el que encierra el título puesto a estas líneas, en referencia a quienes han de ser los que resuelvan la cuestión española.

Dejo aparte lo de que somos los españoles los que debemos, solos, intervenir en el asunto. En eso estamos todos de acuerdo. Con dos salvedades: una, que se nos ponga en igualdad de condiciones, y otra, qué si no ayudan... ; manes del Comité de No-intervención! — no estorben, al menos, esos celosos guardadores de la auto-determinación en puntos de política interna de los distintos países.

No es que no haya comentarios oportunos, a hacer, hablando por hablar, acerca de dónde empieza y en dónde acaba la política interior, sobre todo ahora cuando oímos repetir que la paz es indivisible; antes también — ¡remanes de Campoamor! — cuando resonaba en Cádiz, un beso — digamos tiro — dado en Cantón.

Conformes pues en ser nosotros los exclusivos arregladores de la cuestión. Claro que esa inhibición de hoy en el arreglo para el que se nos regatea o niega la ayuda, hubiera sido más lógica y agradecida antes, cuando en el desarrollo de España se la prestaron — sin tasa, interesada pero eficaz — a los de enfrente, sus amigos Hitler y Mussolini. Lo hicieron con su cuenta y razón. Por si no lo sabíamos, la cuenta, muertos aquellos amigos suyos se la ponen hoy al cobro a Franco los que entonces y ahora se llaman amigos nuestros.

Esto a mí no me sorprende, pues sé que las guerras civiles españolas, desde don Pedro el Cruel con su Príncipe Negro, don Enrique de Trastamara con su Duguesclin, y detrás de cada uno sus no-intervencionistas patrios, han sido, siempre, aprovechadas por los extraños, beneficiarios de una ingenuidad nacional que todavía perdura, para nuestra desgracia, con anacronismo manifiesto dada la vejez de España.

Después de lo anterior resta decidir quiénes, entre nosotros, deben y pueden contribuir más eficazmente al restablecimiento de la legalidad y al logro de una paz que el régimen de Franco no ha conseguido instaurar en España, a pesar de la ayuda de sus compinches y de la tolerancia de las democracias.

¡Han de ser los de dentro o los de fuera, los que realicen el empeño!

En España y en el destierro hay gentes, de contextura deslavada, que todo lo esperan de los demás: si están dentro, de los de fuera, y si están fuera, de los de dentro. Estos cómodos ciudadanos, son pocos, padecen descreimiento y, en realidad, no confían ni en unos ni en otros. No interesan, ni por su número ni por su calidad.

Hay también, estos en destierro, los que por un sentimiento de nobleza espiritual, piensan que los que no pudieron o no quisieron empatizarse han adquirido suficiente distancia para

Porque
Veamos :

Gravitacion universal ; es elegante ?

No creo.

Es más bello que este el globo sostenido por cuatro elefantes.

Y

Mejor

Que el diablo alumbe al vidente en el poseso meleficido

A que lo produzca la "neuropatia de los degenerados".

Que el Papa sea infalible

Es un hermoso rasgo

Como lo es la existencia del basilisco y del trasgo

E

Irrespetuosa

La hora del reloj en su puntualidad

Debe ser siempre la hora que quiera Su Majestad.

Abogo

Por el púrpura y el negro

Y por el Mañana de Ayer

Y por el « Vivan las cañas ! »

Y por el « Muera Gutenberg ! »

Briudo

Por un mundo aún más absurdo

De aguafuerte y de pose

Ah ! Siendo yo

Millonario y magnate

Y Poeta

(Por

La gracia de Dios).

Antonio ESPINA.

CONMEMORACION POR LAS BRIGADAS INTERNACIONALES DE LA DEFENSA DE MADRID

El diputado por París, André Marty, uno de los organizadores de las Brigadas Internacionales, recordó la gesta heroica del Madrid invencible.

Destacó la gran lección de unidad que nos da la defensa de Madrid, y llamó a ella a todas las fuerzas democráticas para continuar luchando por la ruptura de relaciones con Franco y el reconocimiento del Gobierno de la República Española.

A continuación, hizo uso de la palabra Charles Tillon, Ministro de Armamento francés, quien exaltó la gesta de los combatientes de las Brigadas Internacionales, que fueron los primeros después, en sus respectivos países, en el combate contra los ocupantes nazis. Se encontraban presentes en el acto, siendo saludados con aplausos entusiastas, diversos generales y altos jefes del Ejército Republicano Español, y don Santiago Carrillo, Ministro de la República.

Igualmente acudieron a esta conmemoración numerosos delegados de casi todos los países de Europa, y entre ellos, antiguos combatientes de las Brigadas Internacionales, que ocupan hoy posiciones dirigentes, militares y civiles, en Polonia, Checoslovaquia, Yugoslavia, Bulgaria y Hungría.

LA ADHESION DE LA J.S.U. DE MEJICO

La delegación en Méjico de la Comisión Ejecutiva de la J.S.U. ha dirigido al Gobierno de la República una carta de la que publicamos a continuación :

par France-Espagne pour coordonner l'aide à l'Espagne républicaine

Lundi 2 Décembre, une réunion consultative organisée par le Comité National « France-Espagne » a eu lieu au Palais de la Mutualité, avec la participation des représentants de divers partis et organisations français et espagnols afin de coordonner les efforts des forces démocratiques françaises en vue d'aider au rétablissement de la liberté en Espagne.

Après la lecture de l'ordre du jour, Mme Madeleine Braun fit un exposé clair et détaillé sur la situation intérieure et extérieure de l'Espagne, mettant en relief la nécessité de poursuivre et d'accroître l'action de tous les démocrates pour mettre rapidement fin à la tyrannie franquiste. Mme Braun fit également ressortir le fait que l'envoi de cartes au Secrétaire de l'ONU, M. Trygve Lie, demandant la rupture des relations diplomatiques et économiques avec Franco et la reconnaissance du gouvernement Giral.

Pour conclure, on rédigea un appel à l'ONU, signé par le Comité « France-Espagne », au nom des organisations démocratiques françaises présentes, demandant la rupture des relations diplomatiques et économiques avec Franco et la reconnaissance du gouvernement Giral.

LA MORT DE SANCHEZ REQUENA

Frontière espagnole. — M. José Sanchez Requena, secrétaire général du Parti Syndicaliste Espagnol, est décédé en Espagne dans des circonstances un peu mystérieuses.

Récemment, M. Requena avait reçu l'ordre comminatoire de se présenter à Madrid pour occuper un siège de « procurador » aux « Cortes » franquistes. Sanchez Requena refusa net, mais fut amené quand même à Madrid où finalement, on fut obligé d'abandonner le dossier.

Arrêté à plusieurs reprises à Valence, à la suite du triomphe franquiste, de longues périodes de prison avaient ruiné sa santé. Cependant, son dernier refus de collaboration fait craindre la possibilité d'une suppression, pure et simple. On attend des nouvelles complémentaires de l'intérieur.

CADIX. — La police vient de découvrir une grosse affaire de contrebande de devises, dont le coupable, Wilhel Ulb-Heis, est un Allemand résidant à Cadix où il possède un magasin de vente de journaux et revues. Au cours d'une perquisition, on a trouvé dans une annexe de l'établissement, de grandes quantités de billets de toutes valeurs, plus de 365 pesetas du Gouvernement de la République espagnole, 13.250 kilogs en monnaies d'argent et 30 kgs en monnaies fractionnaires, de divers pays : pierres à briquet, cartes de fumeur, paquets de tabac, du café vert, du cacao, des ampoules de chlorure de morphine et d'autres substances dont le trafic est illégal.

ARRESTATION D'ETUDIANTS DE LA F. U. E.

MADRID. — La police franquiste a arrêté, ces jours-ci, 21 étudiants madrilènes accusés d'appartenir à la F.U.E. (Fédération Universitaire Espagnole) qui a été interdite par Franco à la suite de sa « Victoire ».

CINQ PEINES DE MORT A MADRID

MADRID. — A l'occasion du

El Ministerio de Gobernación previene a todos los Partidos y Organizaciones lo siguiente :



1. — Que es presumible se halle en Francia un individuo llamado FRANCISCO PARRA ALBARRACIN, de 23 años de edad, estudiante, que ha estado recientemente en la Argentina y en España.

2. — Que es posible aparecer con nombre falso y con documentación antifascista extendida por la organización denominada « U. R. J. E. » (Unión Republicana Juventudes Españolas) de Buenos Aires, cuyos sellos y carnets ha sustraído.

Todo individuo cuyas señas personales coincidan con las del citado PARRA, de quien publicamos su fotografía, o que se presente con tal documentación, interesa sea inmediatamente señalado a este Ministerio.

paña republicana rompiendo las relaciones con el régimen franquista.

UN GRAN MOVIMIENTO HUELGUITISTICO EN VIZCAYA

Según las informaciones de las agencias de prensa, la huelga comenzada por los obreros de Altos Hornos de Vizcaya hace unos días, se ha extendido a las otras fundiciones de acero, así como a las minas de mineral de hierro, transformándose de este modo en un gran movimiento huelguístico que abarca a varios miles de obreros.

Esta huelga es, sin duda, una de las más importantes que han tenido lugar en España bajo el régimen franquista, tanto por el número de huelguistas (que seguramente debe acercarse a los 30.000) como por las repercusiones que ha de tener en las otras ramas industriales del país.

La paralización de la siderurgia y la zona minera en Vizcaya constituye la paralización casi total de toda la industria de Vizcaya, una de las más importantes de España.

UNA BOMBA EN LA EMBAJADA DE ESPAÑA EN LA HABANA

La Habana. — La policía de La Habana encontró en la Embajada de España, momentos antes de estallar, un artefacto contenido en materia explosiva, que fue recogido por el comandante José María Caramés, Inspector del primer Distrito, quien lo arrojó al agua.

El oficial de guardia de la segunda Estación de policía manifestó que el vigilante de servicio en la Embajada cree que los explosivos fueron lanzados desde una casa colindante, probablemente desde el edificio que ocupa el Hotel « Luz ».

confian ni en unos ni en otros. No interesan, ni por su número ni por su calidad.

Hay también, estos en destierro, los que por un sentimiento de nobleza espiritual, piensan que los que no pudieron o no quisieron expatriarse, han adquirido, sufriendo directamente las consecuencias de haber quedado a merced de nuestros enemigos, un mayor y mejor derecho derecho para intervenir y decidir, personalmente, en el próximo futuro, que aquellos otros a los que su voluntaria emigración les ha cambiado los padecimientos, pero no se los ha suprimido. Sentimiento loable el de estos amigos, pero en definitiva inaceptable si no se matizan y aclaran conceptos.

Me atrevería a pedirles que, en favor de la eficacia, dominen su emoción y piensen.

Naturalmente, siendo los españoles que viven dentro de España los más, si es verdad que luchamos por implantar una democracia, ellos serán los que decidan nuestra suerte. Deberán expresar su voluntad, claro ; lo harán, como todos ; pero no con mejor derecho, ni por esos méritos aducidos, que son indudables, aunque en muchos casos adquiridos sin querer (ejemplo yo que no estoy, como el otro, buscando al que me empujó, pero que sé quién es). Esos méritos se deben y pueden premiar pero no concediendo categorías políticas especiales.

Algunos de los de dentro — siempre hay logreros y vividores — discurren, por razones menos confesables, en igual forma y se consideran en condiciones propicias — precisamente porque no las tienen — para desempeñar altos cargos, pago que consideran obligado como compensación de las calamidades sufridas. Por suerte, como los escépticos de antes, son pocos e incapaces. Tan incapaces que no comprenden el absurdo de aceptar sean nuestros propios enemigos con sus sentencias los que nos dan a nosotros las categorías políticas hechas sin dejar intervenir nuestro propio discernimiento. A nuestros enemigos hay que reconocerles un talento seleccionador que han empleado al revés, asesinando a los mejores, y sería completa esa labor negativa seguir nosotros su ejemplo en lo que resta por hacer, estableciendo categorías personales, dejándonos guiar de sentimientos comisivos en lugar de hacerlo por razones de competencia. A ese peligro es al que quiero salirle al paso, sin ofensa para nadie.

Carlos MONTILLA.

(Continuará).

El protestantismo español UNA CONFERENCIA del Pastor Manueco

En el local de la Ligue Française de l'Enseignement dió el pastor D. Pedro Manueco una conferencia relativa a la posición del protestantismo español ante el momento actual, especialmente por lo que a nuestro país se refiere, expresando cuál debe ser, a su juicio, la aportación de los evangélicos a la obra de reconstrucción espiritual, moral y material de la Patria.

El Sr. Manueco, miembro directivo de la Agrupación de Evangélicos Españoles en Francia, que reúne algo más de seiscientos familias refugiadas que profesan la religión protestante, habló durante una hora de la compatibilidad entre la doctrina del Evangelio y los principios liberales y democráticos y expresó con calor la forma vehemente en que los protestantes españoles se asocian con toda sinceridad a los propósitos de democracia y justicia social que sustenta el Gobierno de la República.

Aludió también a la cooperación de los protestantes españoles a la defensa de la libertad de España y trazó un cuadro justo de las persecuciones que han sufrido y sufren, índice de la manifiesta hostilidad con que les mira el actual régimen dictatorial.

Después de diversas consideraciones sobre el porvenir posible de la evangelización en España y como resumen de su disertación declaró que el protestantismo español aspira a ser una Iglesia desinteresada, que no reclama del Estado sino libertad y facilidades para la difusión de su doctrina y que no desea ejercer ninguna clase de poder o influencia en el orden temporal, sino contribuir a transformar el corazón del hombre para hacer posible la justicia, la concordia y la paz entre los humanos.

El Sr. Manueco, que fué muy aplaudido al terminar su interesante conferencia, contestó luego a diversas objeciones y preguntas que sobre diversos aspectos de su disertación le hicieron algunos de sus oyentes.

NOTICIAS Y COMENTARIOS

L'examen de la question espagnole à l'O.N.U.

(Suite de la première page).

UNE PROPOSITION DU DELEGUE DE LA NORVEGE

té est fondée sur le consentement des gouvernés et que, afin d'atteindre cet objectif, le général Franco devrait remettre ses pouvoirs à un gouvernement provisoire largement représentatif du peuple espagnol, s'engageant à respecter la liberté de parole, de religion et de réunion, et à organiser des élections qui permettraient à la nation espagnole, libérée de toute contrainte et de toute intimidation, d'exprimer sa volonté. Elle invite le peuple espagnol à créer les conditions nécessaires à l'admission de l'Espagne au sein des Nations Unies. »

INTERVENTION DU DELEGUE AMERICAIN MR. CONNALLY

Le sénateur Connally a exposé l'opinion de la délégation américaine sur les mesures proposées en vue d'obliger le général Franco à quitter le pouvoir.

Selon lui, l'adoption par l'ONU des propositions formulées par les délégations polonaise et biélorusse, et qui tendent toutes deux à isoler l'Espagne franquiste, n'auraient pour résultats que de couper le peuple espagnol du reste du monde, et pourraient « provoquer une guerre civile dont les conséquences internationales pourraient être graves ».

LE DELEGUE BRITANNIQUE APPROUVE LA POSITION AMERIQUE

Le délégué de la Grande-Bretagne, Sir Hartley Shawcross, déclare ensuite que la Grande-Bretagne n'entreprendra rien qui serait susceptible de provoquer une nouvelle effusion de sang en Espagne.

Il a ajouté qu'il voterait en faveur de la résolution des Etats-Unis.

LE DISCOURS DU DELEGUE DE LA FRANCE, M. LEON JOUHAUX

« L'Espagne ne peut renverser Franco si on ne l'y aide pas », M. Léon Jouhaux, remplaçant M. Parodi, a ensuite exposé la position de la France.

Il fait, tout d'abord, remarquer qu'il est absolument néces-

voquer une guerre civile dont les conséquences internationales pourraient être graves ». Ainsi, selon M. Connelly, ce qui est à redouter ne serait pas tant la guerre civile elle-même que ses conséquences internationales.

N'est-ce pas là admettre que les Américains ne sont pas loin d'être convaincus que sans une révolte ouverte, générale, bref sans une insurrection populaire, on ne saurait se défaire d'une dictature fasciste. La difficulté serait donc essentiellement d'ordre international.

Comme une intervention militaire étrangère destinée à soutenir Franco est aujourd'hui impensable, il en résulte que les seules conséquences graves sur le plan international ne pourraient être que le fait des Nations Unies elles-mêmes.

Le problème espagnol apparaît ainsi sous son véritable jour. La recherche d'un accord concerne bien moins les républiques espagnols que les Quatre Grands.

Le jour où les Quatre cesseront de considérer l'Espagne comme une zone stratégique et envisageront un quelconque partage d'influence, on peut être certain que le régime franquiste aura vécu. Pour l'heure, la presse du Caudillo ne voit dans la proposition américaine qu'une initiative destinée à faire échec à ceux qui préconisent une rupture avec Franco. Et elle a raison.

En fait, ce sont les Quatre que l'ONU devrait prier impérativement de se mettre d'accord en vue du renversement de Franco. Aussi longtemps que cet accord ne sera pas intervenu, tous les discours, les recommandations et les ruptures isolées resteront sans effet.

UNE DECLARATION DE MADELEINE BRAUN

Interrogée par un représentant de l'A. F. P., Madeleine Braun a déclaré :

« La proposition américaine

acerca de dicho texto, limitándose a confirmar que se refiere a una consulta electoral o plebiscito, auspiciado por los países hispano-americanos.

El Ministro de Relaciones Exteriores de Panamá, Dr. Ricardo J. Alfaro, declaró que el « plan Belt » constituiría una intervención, mientras que la ruptura de relaciones no puede considerarse en ningún caso como tal intervención, porque es un acto de soberanía de los países, cuyo derecho a regular sus relaciones con cualesquier otros es incontrovertible.

Alude a la enmienda que presentó la delegación americana al tratarse en el Consejo de Seguridad, en Junio último, el problema español, enmienda que representaba una recomendación alternativa, estipulando que la Asamblea general adoptaría, en lugar de la recomendación de romper las relaciones diplomáticas, cualquiera otra medida que juzgara necesaria.

La adopción de esta enmienda americana hubiera significado un debilitamiento de la posición de principio que consistía en el reconocimiento de la necesidad de romper las relaciones diplomáticas con el régimen franquista. Hubiera significado una manifestación de completa inconsecuencia en principio, una disposición a limitarse a medidas puramente platónicas, que no habrían producido ninguna impresión sobre el régimen de Franco, ni avanzado en la solución del problema que, incluso el subcomité presidido por el delegado australiano, no podía dejar de reconocer como una amenaza potencial para la paz y la seguridad internacionales.

PROTESTA CONTRA EL ASESINATO DE GARCIA ROZA

Le célèbre chanteur negro Paul Robeson, co-Président de la Comisión Nacional Para Ganar la Paz, ha enviado a los delegados americanos en la ONU una protesta contra el asesinato par Franco du chanteur espagnol García Roza, y pidiendo la ruptura con el régimen franquista.

UN MITIN MONSTRE EN RIO DE JANEIRO

BRASIL. — Más de 200.000 personas asistieron a un mitin celebrado el 30 de octubre en Rio de Janeiro, organizado por el Partido Comunista, para protestar del terror franquista. En el mismo se acordó enviar al delegado del Brasil en la ONU un telegrama pidiéndole apoyar la proposición de ruptura de relaciones con Franco.

LES LIBERAUX AMERICAINS DEMANDENT LA RUPTURE AVEC FRANCO

NEW YORK. — Dans un mémo adressé à l'Assemblée Générale des Nations Unies, deux groupements libéraux américains, « The Nation Associates » et « Les Amis de la République Espagnole », préconisent la rupture des relations diplomatiques avec le Gouvernement franquiste, ainsi que la reconnaissance du Gouvernement Républicain Espagnol, en tant que Gouverne-

Notre voix

Movilización mundial contra el franquismo

MEJICO

Actividades contra el terror franquista

Las organizaciones mejicanas están enviando estos días a la O.N.U. resoluciones y cables pidiendo se interceda para salvar la vida de los patriotas españoles presos en las cárceles franquistas. Al mismo tiempo piden la ruptura de relaciones con el franquismo y el reconocimiento del Gobierno Giral.

Actualité mondiale

(Suite de la première page)

Le désir de Franco de se présenter désolidarisé de l'Allemagne et de l'Italie pendant la guerre est vain aussi. Le Département d'Etat fit connaître le 4 Mars plusieurs documents intéressants concernant la conduite de l'Espagne franquiste au cours de la guerre, qui avaient été trouvés par l'armée américaine dans les archives secrètes du Reich allemand. Le même reporter a vu à Nuremberg un grand nombre de documents secrets relatifs à la même question dont la publication exigeait une cinquantaine de colonnes de journal. Cependant, les documents du Ministère d'Etat suffisent à prouver d'une manière irréfutable que Franco ne cache pas tant qu'il considéra les démocraties comme vaincues : sa solidarité avec le fascisme international. En effet, il avait promis à Hitler en juin 1940 d'entrer en guerre en faveur de l'Axe, sous deux conditions.

a) que l'Espagne recevrait Gibraltar et diverses positions impériales en Afrique.
b) que l'Allemagne fournirait l'aide économique et militaire dont l'Espagne avait besoin pour mener à bien la guerre.

Ces deux conditions ne furent pas remplies pour des raisons indépendantes de la volonté de Franco. Tout d'abord,

M. Léon Jouhaux, remplaçant M. Parodi, a ensuite exposé la position de la France.

Il fait, tout d'abord, remarquer qu'il est absolument nécessaire qu'une décision soit prise et qu'on ne saurait s'arrêter à une résolution qui ne soit pas en même temps une décision. Il met en doute qu'un simple appel au peuple espagnol amène Franco à quitter le pouvoir.

M. Jouhaux affirme ensuite que le chef actuel de l'Espagne profite du manque d'initiative des Nations Unies, et que sa position devant le monde se renforce.

Puis il examine l'argument suivant lequel l'intervention en Espagne provoquerait une guerre civile. Il déclare qu'en réalité la guerre civile n'a pas cessé depuis la rébellion franquiste.

Jusqu'ici, notre organisation a observé le silence, déclare-t-il, mais une chose serait pire encore que ce silence, un vote vide de sens et vide d'action.»

M. Jouhaux estime qu'il est impossible d'établir un régime de sécurité et garantir la paix si l'Espagne reste en dehors de ce système.

« Pour établir la sécurité, il faut, dit-il, la présence de l'Espagne au sein de l'ONU et, pour cela, il faut que Franco disparaîsse. »

Le délégué français trouve un autre argument dans le fait que l'Espagne symbolise actuellement la résistance aux Nations Unies et que tous les opposants à l'organisation actuelle complotent sur son territoire, ce qui constitue un risque de guerre.

Il parle de la possibilité que les légions marocaines, qui comprennent des nazis, créent des incidents à la frontière française et que la France ne soit amenée à intervenir.

Et le délégué de la France termine sur un appel à la fermeté.

FRANCO A UN SEUL AVOCAT : LE REPRESENTANT DU SALVADOR

Signalons qu'il s'est trouvé un seul pays, le Salvador, pour prendre publiquement à l'ONU la défense de Franco et de son régime.

LE DELEGUE DE LA BELGIQUE, FAVORABLE A LA RUPTURE

Le délégué belge a proposé un amendement à la résolution américaine, demandant que si la situation en Espagne ne s'améliorait pas rapidement, les Etats membres de l'ONU rappellent à titre de représailles leurs ambassadeurs à Madrid.

LA RUSSIE BLANCHE DEMANDE DES MESURES D'ENERGIE

Kisselev (Biélorussie) a insisté pour que les mesures de rupture avec Franco soient accompagnées d'un véritable blocus de l'Espagne.

c'est la première fois que tout le monde consent à traiter Franco de fasciste.

Mais on n'est pas d'accord sur les moyens de mettre un terme à l'oppression franquiste.

Certains, comme les Etats-Unis, sont partisans de la persuasion. Les autres, comme la Pologne, voudraient entraîner une décision.

Le sénateur Connally propose aux Nations Unies de faire appel au peuple espagnol et de lui demander « de faire en sorte que le général Franco se démette de ses fonctions » et passe ses pouvoirs à un gouvernement provisoire, lequel organiserait des élections libres.

C'est vouloir persuader Franco de défaire son régime de ses propres mains et lui permettre de le refaire aussitôt, puisque ces élections « libres » personnellement dit qui en contrôlera la loyauté. Ceux qui seront sur place, sans doute. C'est-à-dire les hommes de Franco.

Encore un coup d'épée dans l'eau.

Si pareille idée était adoptée, on constaterait de nouveau sans tarder qu'on a fait le contraire de ce qu'on cherchait et qu'au lieu d'abattre Franco on lui aurait donné encore un « triomphe ».

Ce n'est pas la prétendue immixtion étrangère dans les affaires intérieures de l'Espagne qui a voué les interventions passées des Alliés ou des Nations Unies à l'échec, mais la débilité de cette intervention.

Il vaut mieux, sans doute, ne rien faire que d'adresser à Franco une nouvelle exhortation qui le laissera sourd et le poussera à brimer encore la conscience du monde. Une heure plus tard, il redressera l'échine. Une fois encore, il relèvera le défi et se moquera du monde. Une fois encore, il aura gagné. Il triomphera.

Cependant l'Espagne républicaine demande aujourd'hui une assistance bien moins lourde qu'en 1936 et 1938. A cette époque, elle réclamait des armes, elle voudrait seulement aujourd'hui qu'on cesse d'appuyer Franco.

Elle demande des sanctions économiques. C'est, à son avis, le moyen le plus efficace de briser le franquisme sans augmenter les souffrances du peuple espagnol. En effet, les denrées alimentaires que l'Espagne produit, en particulier les oranges et l'huile, Franco les revend à l'étranger pour acquérir des devises. Car il manque de devises au point d'avoir voulu, il n'y a pas bien longtemps, payer les traitements de certaines missions diplomatiques à l'étranger, à Paris notamment, en pesetas. Aujourd'hui, il cherche à livrer des oranges par avion en Angleterre, en Suisse, en Hollande, en Irlande, en Suède, en Belgique et au Danemark.

LA RUSSIE BLANCHE DEMANDE DES MESURES D'ENERGIE

Kisselev (Biélorussie) a insisté pour que les mesures de rupture avec Franco soient accompagnées d'un véritable blocus de l'Espagne.

tateur fasciste, comme l'assurent leur proposition, que celui-ci remette de lui-même ses pouvoirs entre les mains d'un gouvernement « représentant largement le peuple espagnol ». Interrogée par un représentant de l'A. F. P., Madeleine Braun a déclaré :

« La proposition américaine est bonne. Elle constitue un progrès dans la position américaine vis-à-vis du problème que pose Franco. »

Léon Jouhaux, qui, à cette occasion, présidait la délégation française à l'ONU, a justement déclaré qu'une simple déclaration de l'ONU ne saurait amener Franco à quitter le pouvoir ni permettre au peuple espagnol de recouvrer sa liberté.

Et par quels moyens le peuple espagnol, placé depuis dix ans sous le joug d'une dictature militaro-policière, devrait-il aboutir à ce que Franco se démette ? La diplomatie américaine se garde d'en souffler mot. Par contre, M. Connally n'a pas hésité à réitérer qu'il s'opposera à ce que l'ONU recommande à ses membres une rupture même partielle avec le fascisme espagnol.

Sentant combien sa proposition avait indisposé l'opinion démocratique mondiale, le sénateur Connally a cru pouvoir la justifier en avançant que toute solution de rupture « n'aurait pour résultat que de couper le peuple espagnol du reste du monde et pourrait prouver la faute de nos efforts ».

Interrogée par un représentant de l'A. F. P., Madeleine Braun a déclaré :

« La proposition américaine est bonne. Elle constitue un progrès dans la position américaine vis-à-vis du problème que pose Franco. »

Mais elle ne sera efficace que si l'Amérique rompt toute relation économique et diplomatique avec l'Espagne franquiste. On ne peut condamner un régime et lui apporter l'aide économique dont il a besoin. »

LE CYNISME DU CONDAMNÉ

Franco proteste contre l'appellation de « fasciste »

MADRID, 3 décembre. —

Dans une note adressée au gouvernement américain, Franco déclare que la motion américaine sur la question espagnole est « offensante pour le peuple espagnol à cause de son injustice ».

Cette note, qui a été remise par le ministre espagnol des Affaires étrangères au chargé d'affaires américain, déclare, en outre, que le peuple espagnol réfute l'assertion selon laquelle « le régime actuel est un régime fasciste ».

Ensuite, le régime fasciste de Franco, esa última caverna fascista de Europa, vive y florece después de todos sus crímenes que lo ligaron a Hitler y a Mussolini, hay aun aquí delegaciones para las cuales no está claro si ese régimen amenaza la paz y la seguridad, etc.

Podemos nosotros, la Unión Soviética, admitir tal posición? La cuestión está perfectamente clara para nosotros y debiera estarlo para todos los hombres honrados. Por esto pedimos nosotros que las medidas propuestas por la delegación polaca de romper las relaciones diplomáticas con el régimen de Franco, el último antro fascista de España, fueran puestas en práctica inmediatamente. Nosotros hemos insistido sobre esto, pero no hemos podido llegar a un acuerdo con los demás.

Es que estabamos obligados en aquella ocasión a votar en el Consejo de Seguridad por la propuesta de Australia? No, no estabamos obligados a ello, y no sólo por motivos formales, en virtud del art. 27, sino también por motivos morales y políticos.

Por el contrario, consideramos la actitud pasiva apacigadora en lo que afecta a la cuestión del régimen de Franco como una burda infracción a los intereses de los pueblos democráticos, puesto que el fascismo y la guerra son inseparables, son sinónimos, constituyen una sola y misma cosa. El fascismo comienza en la guerra y se expresa en la guerra, aunque tales guerras, como la Historia ha demostrado, conduzcan afortunadamente a la derrota del fascismo. Existen aún otros fascistas; las ideas fascistas continúan vivas y ejerciendo influencia. El régimen

a su debido tiempo « La Nouvelle Espagne » publicó el texto de los discursos pronunciados por todas las delegaciones sobre el problema español, al iniciar sus trabajos la asamblea general de la ONU. No publicamos entonces, por no haber llegado a nuestro poder más que una vaga referencia, el correspondiente a la intervención del delegado soviético, Sr. Vichynski.

D'autre part, ces deux groupements demandent à MM. Truman et Byrnes de donner des instructions à la Délégation Américaine à l'ONU, afin qu'elle appuie cette proposition.

En su intervención, el Sr. Vichynski explicó los fundamentos de la posición adoptada por la URSS en las discusiones previas del Consejo de Seguridad al tratarse del problema español. Recogemos de la intervención los párrafos siguientes.

No hay ninguna necesidad de que investiguemos lo que representa el régimen fascista dirigido por Franco. No es preciso descender a tales investigaciones; solo basta escuchar la voz de la propia razón, auscultar al pueblo respectivo de cada uno y escuchar su latir para sentir odio y desprecio hacia el régimen fascista de Franco y pronunciar una sentencia justa.

Mientras el régimen fascista de Franco, esa última caverna fascista de Europa, vive y florece después de todos sus crímenes que lo ligaron a Hitler y a Mussolini, hay aun aquí delegaciones para las cuales no está claro si ese régimen amenaza la paz y la seguridad, etc. Podemos nosotros, la Unión Soviética, admitir tal posición? La cuestión está perfectamente clara para nosotros y debiera estarlo para todos los hombres honrados. Por esto pedimos nosotros que las medidas propuestas por la delegación polaca de romper las relaciones diplomáticas con el régimen de Franco, el último antro fascista de España, fueran puestas en práctica inmediatamente. Nosotros hemos insistido sobre esto, pero no hemos podido llegar a un acuerdo con los demás.

Alors que le peuple espagnol souffre de la faim, Franco exporte des denrées alimentaires afin d'obtenir des devises étrangères pour maintenir son gouvernement par la police. 57 pour cent du budget national est consacré à l'armée et aux forces de police.

Es que estabamos obligados en aquella ocasión a votar en el Consejo de Seguridad por la propuesta de Australia? No, no estabamos obligados a ello, y no sólo por motivos formales, en virtud del art. 27, sino también por motivos morales y políticos.

Les deux groupements ont également adressé une lettre à Mr. Warren Austin, chef de la délégation américaine à l'ONU dans laquelle ils affirment notamment que si la délégation des Etats-Unis appuyait la position de rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement franquiste, l'Assemblée générale ne manquerait pas d'approuver une mesure qui aurait dû être prise depuis longtemps.

Le Gérant : L. Marcel COVEZ

do tratado.

El Embajador Beltrán anunció

que había formulado el texto

definitivo de su propuesta ante

el Comité Político de la ONU,

para que éste pueda examinarlo

cuando se trate en el seno

del mismo la propuesta colectiva

de Bélgica, Dinamarca,

Noruega, Checoslovaquia y

Venezuela. Se negó a dar referencias concretas a la prensa

Gouvernement franquiste, ainsi que la reconnaissance du Gouvernement Républicain Espagnol, en tant que Gouvernement légitime du peuple espagnol.

Ces deux conditions ne fu-

rent pas remplies pour des rai-

sons indépendantes de la vo-

lonté de Franco. Tout d'abord,

parce qu'elles contredisaient

un principe-clé de la politique

europeenne de Hitler et qui est

encore presque inédit, c'est-à-

dire gagner l'adhésion de la

France. Hitler fit dépendre de

ce souci tous ses actes, mécon-

tendant s'enrichir grâce aux dé-

pouilles de l'empire français, et

le général Franco. Hitler savait

bien que son triomphe délin-

titif était en fonction de l'orga-

nisation du système européen,

et la clé de l'unité de l'Europe

dépendait de la France. Mais la

France ne voulut pas livrer son

âme au conquérant, même en le

voyant passagèrement maître

de son territoire, et par son at-

titude elle contribua au triom-

phе allié, de même que l'Angle-

terre avec sa marine, la Russie

avec ses armées et les Etats-

Unis avec leur industrie.

Ce fait a une valeur suffisante

pour qu'on lui dédie une plus

grande attention et un plus

grand intérêt que ceux qu'il a

jusqu'à présent mérité.

Par ailleurs, si Franco avait

besoin de l'aide militaire et éco-

nomique de l'Allemagne pour

soutenir une guerre, cela se de-

veut au fait que la résistance

républicaine de deux ans et de

de mi

avait laissé le pays épuisé

au préjudice immédiat de l'Espa-

gne mais au bénéfice des in-

térités internationaux. L'étran-

ger l'a mis là et l'étranger le

soutient ; pour cette raison sa

position est nécessairement faible

lorsqu'il se voit seul face à

l'Espagne. On doit, donc, au

peuple espagnol, à la République,

que les Alliés n'ont pas

connu l'hostilité matérielle d'u-

ne nation qui, par sa situation

géographique, par son prestige

spirituel en Amérique latine et

par l'extraordinaire combattivit-

é de ses soldats, aurait long-

temps retardé la victoire des

la nouvelle espagne

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION

La intelectualidad española residente en la Argentina denuncia ante la U.N.E.S.C.O. los métodos educativos del falangismo

La Agrupación de Intelectuales Demócratas Españoles de la República Argentina ha dirigido al Comité Ejecutivo de la U.N.E.S.C.O. el siguiente escrito :

« Señor Julián Huxley, Secretario general de la U.N.E.S.C.O.—París.

La Agrupación de Intelectuales Demócratas Españoles tiene el honor de dirigirse al Secretario general de la U.N.E.S.C.O. manifestando su satisfacción por haberse inaugurado la primera Conferencia de dicho organismo. Percatados de la trascendencia decisiva que la obra pedagógica a desarrollar por este organismo internacional ha de tener sobre el progreso intelectual y social de la humanidad ; elevamos nuestra voz a esta Asamblea en nombre de los intelectuales que representamos e interpretando el sentimiento de reivindicación de la moderna cultura española.

El esfuerzo pedagógico que lentamente se abría camino en España durante nuestro siglo y que abogaba por la democratización de la educación gracias a la labor de eminentes pedagogos, cristalizó al proclamarse la República en 1931 en un impulso oficial de vastos alcances que elevó rápidamente el nivel de la educación pública y que consagró en el artículo 48 de la Constitución la democratización de la enseñanza. Toda esta ingente labor orientada en las mismas directrices que hoy auspicia la U.N.E.S.C.O., ha sido bárbaramente destruida por el militarismo dominante en España, y substituida por una educación falangista, en la cual la llamada milicia universitaria representa el más certero exponente de una instrucción unitaria, cuya finalidad, oficial-

ción doctrinal del nacionalismo militarista y del catolicismo dogmático. La censura eclesiástica más rigurosa, regula no sólo la publicación de libros y revistas, sino su importación. Los profesores y escritores que no se someten a dicha laminación mental, son perseguidos y eliminados. Buen testimonio de ello reside en el número de los intelectuales españoles que trabajan en el exilio así como en el volumen de la labor desarrollada por dicha España peregrina.

Al propio tiempo manifestamos que deben estar oficialmente representados en el seno de la U.N.E.S.C.O., a través del Gobierno Republicano Español en el exilio, los exponentes de la auténtica cultura española moderna, constituidos en baluarte de los principios educativos, científicos y culturales de la República Española con el fin de aportar a la entidad internacional el espíritu cultural de nuestro pueblo y el esfuerzo constructivo de la intelectualidad española.—Claudio Sanchez Albornoz, Presidente ; Juan Cuatrecasas, Secretario ».

damentales proclamadas en la O.N.U., así como a sus postulados filosóficos y educacionales. En consecuencia, solicitamos a la Asamblea general de la U.N.E.S.C.O., que haga constar explícitamente ante el mundo y ante la Asamblea de las Naciones Unidas, la incompatibilidad absoluta de los métodos educativos vigentes actualmente en España, con las normas culturales y científicas que el nuevo organismo educacional internacional trata de establecer en el mundo.

En primer término se dió lectura a una carta del ilustre escritor Jean Cassou, reiterando su amistad a los españoles republicanos y expresando su esperanza de que en plazo no lejano se les haga la justicia que merecen.

Ocupó luego la tribuna madame Alice Ahrweiler, del Comité Francia-España ; madame Galli, del Comité francés de la Federación Democrática Internacional de Mujeres ; el consejero general del Partido Comunista, monsieur Marius Buisson ; André Jouvelot, consejero general socialista (S.F.I.O.) , y, finalmente, Henri Raynaud, secretario de la C.G.T., comenzó recordando que la organización a que pertenece estuvo siempre al lado de los republicanos españoles. Hizo referencia a la forma efectiva en que los republicanos españoles supieron agradecer la hospitalidad que les prestó Francia, batiéndose a su lado y defendiéndola contra el enemigo común. Esta conducta — dijo — nos obliga a reforzar nuestra solidaridad con ellos.

CONCLUSIONES DEL ACTO

Como conclusión del acto se acordó por aclamación protestar contra el régimen que impera en España y contra los asesinatos cometidos por el franquismo y solicitar del Gobierno francés que intervenga para evitar su continuación e impedir todo apoyo clandestino a Franco. Se convino también en realizar una intensa campaña para conseguir el rompimiento con el dictador español y el reconocimiento del Gobierno Giral.

El acto

PATRIOTISMO DE LOS DESTERRADOS

NUESTROS adversarios persisten en desconocernos. Y este desconocimiento terco, este cerrar los ojos, los oídos para no saber lo que somos y lo que queremos y para hacerse de nosotros una falsa imagen, es lo que imposibilita radicalmente una inteligencia para supremos fines, por encima de los partidos, entre esas gentes que nos desconocen y los españoles que por amar a España a nuestro modo, más profunda y entrañablemente que ellos, sufrimos persecución, opresión o destierro.

La más falaz entre todas las imputaciones que nos hacen quienes hoy detentan el poder en nuestro

LA FIN DE FRANCO EST PROCHE

Le désir des peuples s'est manifesté et il faudra entendre la clamour mondiale

Dans l'acte célébré par le Comité France-Espagne, que nous reproduisons d'autre part, M. De Benito, sous-secrétaire à la Présidence du Conseil du Gouvernement Giral, a prononcé le discours suivant :

MOVILIZACION MUNDIAL CONTRA LA TIRANIA FRANQUISTA

El Parlamento de Cuba pide a la O.N.U. la ruptura contra Franco

El día 4 de Noviembre fué presentada en la Cámara de Representantes (Diputados) de Cuba, la siguiente moción contra el terror franquista :

Un importante mitin del Comité Francia - España

La C.G.T. se compromete a realizar una intensa campaña para el reconocimiento del Gobierno Giral

La continuación de Franco es un desafío al proletariado mundial

ORGANIZADO por el Comité Nacional Francia-España se efectuó el jueves último, en la Alcaldía del distrito 18°, un acto de solidaridad con los republicanos españoles, que tuvo gran relieve por la calidad de los discursos pronunciados y por lo numeroso del auditorio que respondió a la convocatoria.

Entre otros organismos franceses estuvieron representados la Asociación de Republicanos Antiguos Combatientes, la Federación Obrera y Paisana de Antiguos Combatientes, el Partido Comunista, la Unión de Juventudes Republicanas de Francia, una representación de Oficiales y Suboficiales de reserva de la República Francesa, otra de los Deportados e Internados Políticos, otra de las Juventudes Socialistas, el Partido Socialista Francés, delegaciones de la Amical de Voluntarios de España Republicana, de la Unión de Mujeres Francesas y de diversas otras entidades.

rror y la represión en España ; pero en estos momentos se cree obligada a un esfuerzo aún mayor en todos los órdenes.

Si Franco sigue en el Poder — afirma — la culpa no es del pueblo español, sino de la reacción internacional que le sostiene y contra la cual hay que levantarse con energía. Se trata no sólo de un problema de solidaridad, sino que está en juego el porvenir de Francia, y por eso se hace necesario un movimiento de masas que determine al Gobierno francés que va a formarse a romper con Franco y a reconocer definitivamente al Gobierno Giral.

Al llegar a este punto y en medio de agradadores aplausos, monsieur Raynaud expresó que la C.G.T. se comprometía a organizar y llevar a cabo una gran campaña encaminada a conseguir la ruptura con Franco y el reconocimiento legal del Gobierno republicano español. En esta cruzada — añadió — pondremos el mismo empeño, las mismas energías e igual perseverancia que pusimos en ayudar a los demócratas españoles durante la guerra civil.

El cálido discurso de monsieur Raynaud, del que sólo recogemos algunos trazos, fué subrayado con aplausos repetidos del auditorio, que expresó también en análoga forma el agrado con que había escuchado a los demás oradores.

CONCLUSIONES DEL ACTO

Le Chef du Gouvernement, M. Giral, a fait à l'Agence « Associated Press » des déclarations au sujet du problème espagnol.

« Un régime comme le régime franquiste — a-t-il dit — complètement militarisé (le budget des forces armées et de la police absorbe 65 % du budget général des dépenses) qui maintient sous les drapeaux une armée de plus d'un million d'hommes, dont 250.000 stationnés à la frontière française et qui est organisé en dictature du type nazi-fasciste le plus caractérisé, doit toujours constituer une menace pour la paix.

La rupture collective des relations diplomatiques des Nations Unies avec Franco provoquerait sa chute immédiate. Il y a lieu de rappeler que trente parmi les cinquante-quatre nations unies ne maintiennent pas de relations diplomatiques avec Franco et que six ou huit autres sont sur le point de rompre avec le régime franquiste.

Le journaliste demande à M. Giral :

Le gouvernement de la République Espagnole est ami de toutes les nations démocratiques, complètement indépendant et animé d'un désir de paix et d'harmonie générale.

Quelle serait la position de l'Eglise catholique dans une Espagne républicaine ?

Nombreux sont les catholiques qui sont en même temps républicains dans mon gouvernement. Il y a trois ministres

qui sont connus pour leurs convictions catholiques. Toutes les religions sont respectées par les républicains tant qu'elles ne se mêlent pas de politique.

Le journaliste demande à M. Giral :

Des conversations ont-elles eu lieu avec des monarchistes en vue de la possibilité de l'institution d'un gouvernement de transition en Espagne ?

« Ni notre gouvernement, ni nos partisans n'ont eu de relations avec les milieux monarchistes et ils ne sont pas disposés à accepter un régime intérimaire, nous représentons légitimement et légalement le peuple, a répondu le Président.

— Pensez-vous qu'un régime républicain équivaudrait à une domination communiste en Espagne ?

— Jamais ! — dit M. Giral. »

Dans l'acte célébré par le Comité France-Espagne, que nous reproduisons d'autre part, M. De Benito, sous-secrétaire à la Présidence du Conseil du Gouvernement Giral, a prononcé le discours suivant :

Mesdames, messieurs, chers amis,

C'est pour moi un plaisir et un devoir d'être aujourd'hui parmi vous. Vous, qui depuis le temps déjà lointain de notre guerre, n'avez cessé de travailler pour soutenir l'espoir du courageux peuple espagnol, et pour lui apporter l'aide matérielle dans sa lutte héroïque contre la tyrannie qu'un coup d'Etat international fit triompher à la fin, sur la légalité et la volonté souveraine de l'Espagne, exprimée dans la journée électorale du mois de février 1936.

Je sais, et mon Gouvernement le sait aussi, tous les efforts que vous avez faits dans les temps difficiles d'un présent plein d'interrogations et de dangers pour votre propre avenir. Je sais, et tous les Espagnols démocrates le savent, combien de sacrifices signifie la campagne menée par les Comités France-Espagne en vue de rappeler à vos compatriotes l'horreur dans laquelle vit depuis dix ans le peuple héroïque de ma patrie, le premier qui a combattu, les armes à la main, pour arrêter la formidable poussée des agresseurs nazis et fascistes.

La France a souffert la guerre et l'invasion. Beaucoup parmi vous connaissent l'angoisse de la lutte dans la résistance. Mais la France a été libérée en 1944, et le peuple français, maître de sa destinée, fait de nobles efforts à la recherche d'une vie plus juste, plus libre, plus élevée, que celle qui existait la veille du commencement de l'agression.

Vos souffrances, vos douleurs, n'ont pas été vaines. L'avenir s'ouvre devant vous plein d'espoir, même si le chemin à parcourir doit être lourd.

Mais quelle est la situation des Espagnols ? Ceux qui sortent de leur patrie en 1939 vers l'exil ont connu toutes les misères. Trainés dans les camps de concentration, un jour ils ont vu aussi les douleurs du pays qui les avait accueillis. Et ils ont fait leur devoir. Ils savaient ce que le triomphe de l'Allemagne hitlérienne signifierait pour tout le monde, et ils se sont alors engagés dans la brousse, dans le maquis, dans la résistance. Beaucoup d'entre eux sont tombés à la bataille de Flandres, en Norvège, en Afrique. Un peu partout où la guerre flamboyait, il y avait des Espagnols républicains qui combattaient sous les divers drapeaux des Nations Unies. A la bataille de la libération, dans la résistance intérieure, et avec les forces magnifiques du général Leclerc, des républicains figuraient parmi les premiers. Vous qui les avez vus, vous le savez mieux que moi.

Et les Espagnols qui sont restés en Espagne ? Pendant cinq années ils ont connu la répression la plus farouche. Puis après, toujours à l'écoute des postes émetteurs alliés, ils ont vu s'approcher la victoire des peuples démocrates ; ils ont appris les déclarations des Grands sur la nécessité d'en finir avec toutes les formes de fascisme. Ils ont eu l'espoir d'assister à la fin du régime de Franco, le jour qu'ils entendirent la fin de Hitler et de Mussolini.

Mais depuis 1944 il paraît que les buts pour lesquels on combattait se sont oubliés. Le peuple espagnol inerte a vu, et ce qui est encore pire, a continué à souffrir, la même dictature qui crachait contre la démocratie ; la même qui a établi, et se vantait publiquement de ça, un système totalitaire construit sur les modèles allemand et italien.

Et on entend dire que l'affaire espagnole est un problème d'ordre intérieur. Que ce sont les Espagnols persécutés, incarcérés et massacrés par le régime de Franco, ceux qui doivent seuls se libérer.

Si les Américains auraient pensé ça quand l'Angleterre combattait contre Hitler, ou la France et l'Angleterre auraient été du même avis le jour que l'Allemagne envahissait la Pologne, Hitler serait aujourd'hui le maître et le seigneur du monde.

Nous nous trouvons à la veille que l'ONU étudie le cas de Franco. De la décision de l'Assemblée générale dépend que le régime franquiste soit éliminé ou, au contraire, raffermi. Mais, quoi qu'il en soit, la fin de Franco est proche. Le désir des peuples s'est manifesté et il faudra bien entendre la clamour mondiale.

A cette voix qui demande justice se sont unies les vôtres depuis longtemps. En Espagne, malgré les arrestations, les condamnations et les crimes dont les patriotes sont toujours les victimes, la résistance augmente chaque jour. Ne cédez pas dans votre si noble campagne. Et le jour que la libération pour ma patrie arrivera, ne croyez pas que votre tâche sera finie. Le nom de votre Association France-Espagne, c'est-à-dire de la compréhension mutuelle de nos deux grands pays, ne doit pas disparaître. Aujourd'hui, c'est la lutte contre Franco qui nous réunit ; demain ce sera un travail constructif de coopération positive, pour mener nos deux peuples vers la réalisation de nos idéaux de justice, de liberté et de paix durable, pour lesquelles il faudra toujours lutter et vaincre comme vous avez vaincu après les tristes journées de 1940, et comme nous vaincrons pour que justice soit faite.

El día 4 de Noviembre fué presentada en la Cámara de Representantes (Diputados) de Cuba, la siguiente moción contra el terror franquista :

« 1. — La Cámara de Representantes acuerda manifestar ante el pueblo, el Gobierno de la República y la Asamblea General de las Naciones Unidas, su energética protesta por la ola de terror y crímenes que impera en el régimen franquista.

2. — Pedir al Gobierno de la República su intervención para que sean respetadas las vidas de los ciudadanos Casto García Roza, Celestino Uriarte y otros y su libertad, así como la repatriación de Santiago Alvarez, José Antonio Yerandi y su hermana Olga.

3. — Dirigirse al Secretario General de las Naciones Unidas, Sr. Trygve Lie, para que la Asamblea General de la ONU adopte resoluciones en el sentido de considerar a los ciudadanos españoles y cubanos, mencionados en esta moción, y a todos los que están presos en las cárceles franquistas por su condición de demócratas, como ciudadanos y soldados de

los tabaqueros cubanos

El Tercer Congreso Nacional de la Federación Tabacalera de Cuba, en representación de 75.000 trabajadores, celebrado en La Habana, acordó el 21 de noviembre, en medio del mayor entusiasmo, pedir al Gobierno la ruptura de relaciones con el régimen franquista y el reconocimiento del Gobierno republicano del Doctor Giral.

4. — Por último, que por este Cuerpo se tome el acuerdo de dirigirse a los Poderes legislativos del Continente americano para que adopten similares actitudes a la nuestra. »

En la Repùblica Argentina

ARGENTINA. — El 14 de Noviembre se celebró en Buenos Aires una gran movilización para protestar contra el terror franquista. Miles de personas desfilaron por las calles de la capital dirigiéndose al Ministerio de Relaciones Exteriores, entregando al Secretario del Ministerio una nota pidiéndole que intervenga para que cesen los malos tratos y sea garantizada la vida de los

La Liga de los Derechos del Hombre de la Argentina ha enviado un cable a la ONU pidiendo se tomen medidas rápidas en defensa de los presos políticos españoles, que sufren torturas, vejámenes y toda clase de privaciones en las cárceles franquistas.

En Francia

PARIS. — El Comité France-Espagne, en nombre de todas las organizaciones que lo integran, ha enviado un cable a la ONU pidiendo la ruptura de relaciones con el régimen franquista.

Los partidos políticos y organizaciones republicanas y obreras españolas en París, han dirigido a la ONU una comunicación en la que piden la inmediata ruptura de relaciones con el régimen franquista.

Esta comunicación está fir-

Los trabajadores de Nueva Zelanda

NUEVA ZELANDA. — La Federación del Trabajo de Nueva Zelanda, se ha dirigido al Gobierno el reconocimiento a sus organizaciones filiales pa-

obliga a reforzar nuestra solidaridad con ellos.

La C.G.T. pidió el cierre de la frontera y la adopción de las medidas necesarias para evitar el paso de contrabando para Franco ; ella protestó contra la protección clandestina al dictador y contra el te-

bien en realizar una intensa campaña para conseguir el rompimiento con el dictador español y el reconocimiento del Gobierno Giral.

El mitin constituyó una expresiva manifestación de la creciente opinión francesa contra el franquismo.

MEMORANDUM

La conquista de la paz

Acompañada de la simpatía de todos los hombres de buena voluntad, viene realizando sus trabajos la U.N.E.S.C.O. para impulsar y proteger la difusión de la cultura como medio de contribuir a la paz universal. Laudable esfuerzo que nunca podrá ser bastante agraciado por esta generación de los hombres maduros de hoy a la que le ha cabido el triste privilegio de presenciar en un cuarto de siglo, dos guerras mundiales, las más sangrientas y desastrosas sin duda que la Historia registra !

Grande puede ser la influencia de la cultura en la pacificación del mundo ; pero a condición de que se le dé una orientación moral sana y adecuada. Porque, no nos engañemos, la ciencia sola no salva. Los adelantos científicos considerables que el hombre ha conseguido a fuerza de estudio y de investigación no la han hecho mejor. La civilización tiene uno de sus índices en el perfeccionamiento de los medios destructivos, y el progreso de la técnica es, en suma, el camino recorrido desde el hacha de silex y la tosca maza del cavernícola primitivo a los gases asfixiantes y a la bomba atómica que los modernos sabios han logrado crear en sus complicados laboratorios.

Todo el mal de la humanidad estriba, precisamente, en un desequilibrio entre su adelanto técnico, material y su estacionamiento moral. Los hombres siguen matándose como a la antigua, sólo que por procedimientos

« Cultivad los cerebros — dijo como resumen de su discurso el Jefe del Gobierno francés en la reunión inaugural — ; pero cultivad también los corazones. » Y esta frase lo encierra todo, porque la paz entre los pueblos ha de ser obra, más que de la mente culta, de eso que las Sagradas Escrituras llaman con frase expresiva : « el corazón inteligente ». De él nacerá la verdadera paz.

El programa de Gobierno del Partido Comunista francés favorable al inmediato reconocimiento del Gobierno de la República

En el programa de Gobierno confeccionado por el Partido Comunista francés figura un punto que suscita en nosotros un sincero sentimiento de gratitud : aquél que consigna el firme propósito de romper definitivamente toda clase de relaciones con el gobierno franquista y de reconocer a las instituciones legítimas de la República, representativas de la soberanía de nuestro pueblo.

bien en realizar una intensa

campaña para conseguir el rompimiento con el dictador español y el reconocimiento del Gobierno Giral.

El mitin constituyó una expresiva manifestación de la creciente opinión francesa contra el franquismo.

mente que ellos, sufrimos persecución, opresión o destierro.

La más falaz entre todas las imputaciones que nos hacen quienes hoy detentan el poder en nuestro país es la de una falta de patriotismo que ellos inventan, como esos polemistas que atribuyen a su contrincante un argumento que no ha empleado, para darse el gusto de desplegar y esgrimir contra ese argumento supuesto una dialéctica minuciosamente preparada.

No ha mucho leímos en « A. B. C. » un artículo en el que se negaba a los españoles desterrados en Francia el menor atisbo de patriotismo. Según el articulista, Mariano Darañás, las fechas hispánicas gloriosas son apócrifas o no han existido nunca para nuestra prensa del destierro. Ahí está la colección de « La Nouvelle Espagne » para desmentirlo. Y basta hablar un momento con cualquiera de nuestros compatriotas desterrados y suscitar en él la evocación de España para cerciorarse de cuán mendaz es esa afirmación de que « el exodo cauteloso o insensato de 1939 se resuelve paulatinamente en el reniego congelado de quienes se cepillan en el polvo de la Patria. »

Lo contrario es lo cierto. El alejamiento de la Patria la sublima en el ánimo de estos refugiados llenos de su nostalgia, hasta el punto de que muchos de ellos ven en su pueblo de origen, en su mezquino rincón nativo, atractivos y encantos inigualados por las grandes ciudades adonde les llevó el vendaval de la tragedia española. Hasta los que dicen profesar doctrinas internacionistas y niegan el patriotismo en sus formas agresivas y rapaces, ¡ cómo llevan dentro el amor a la Patria y cómo se les ha revelado en la saudade que por ella sienten en la lejanía ! Si el cronista de « A. B. C. » oyera los suspiros que el recuerdo de España les arranca, sinceramente creemos que no escribiría esas palabras tan faltas de verdad. El sentimiento patriótico de los españoles ha sido con frecuencia un poco extraño en sus manifestaciones. A menudo expresaron el amor a España hablando mal de ella, con una censura que en el fondo es la desesperación de quererla grande y de ver que los desaciertos de sus gobernantes la hacían mezquina. Bastantes años han pasado desde que anotando este hecho escribió el poeta Bartrina :

« Oyendo hablar a un hombre fácil es declarar donde vió la luz del sol ; si habla mal de Alemania es un francés, si habla bien de Inglaterra en un inglés, y si habla mal de España, un español ». Pero en el destierro — podemos asegurarlo — ningún español habla mal de España, y los mismos que algún día le expresaban su amor censurándola, por una suerte de paradoja muy de nuestro carácter, cuando oían que ajenos labios la menosprecian, salían ardorosamente a su defensa y cambiaban su maldición en alabanza entusiasta.

No es exacto que los españoles se cepillen en el destierro el polvo de la Patria. La verdad es que llevan en el corazón un auténtico amor a España, acendrado y agrandado por el dolor de una larga ausencia y por la certeza de su adversidad y sufrimientos. Afirmar otra cosa es perseverar en desconocernos, con una obstinación dolorosa, que ahonda los abismos que nos separan y dificulta la convivencia que en lo porvenir pudiera aconsejar el supremo interés nacional.